

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 28/3 (2001)

DOI: 10.11588/fr.2001.3.46534

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

einer neuheidnischen Religiösität, die langfristig auf eine völlige Abkehr von der jüdisch-christlichen Glaubensstradition zielte. Von den sechs Frauen (fünf vom Personal und eine Mutter), mit denen die Autorin ausführlichere Gespräche führen konnte, berührten nur zwei die neuheidnischen Rituale, insbesondere die »Namensgebung, wo dem Kind der Dolch auf den Bauch gelegt wurde« (S. 89). Indirekt ist daher zu folgern, daß alle Frauen, die im Lb entbanden, für sich und ihr Neugeborenes ein Ritual zuließen, daß die christliche Taufe in etwas Unheimliches verkehrte. Jenseits solch einfacher Fragen, ob die Schwangeren von dem Ritual im voraus wußten oder gar die Wahl der Verweigerung hatten, wird einmal mehr deutlich, daß bei der Erforschung des Dritten Reiches die »Gretchenfrage« eine Vernachlässigung erfährt, die Hand in Hand geht mit der Bevorzugung biologisch-genetisch anmutender Fragestellungen, wie sie die NS-Eugenikpolitik nahelegen scheint.

Cornelia ESSNER, Paris

Nathan STOLTZFUS, *Widerstand des Herzens. Der Aufstand der Berliner Frauen in der Rosenstraße – 1943*. Aus dem Amerikanischen von Michael MÜLLER, München (Carl Hanser) 1999, 476 S.

Cette thèse de Nathan Stoltzfus, enseignant d'histoire européenne à l'Université de Floride, retrace l'épisode spectaculaire de la protestation publique, en février 1943, de femmes non juives contre l'arrestation de leurs maris juifs en vue de leur déportation de Berlin. A partir de dossiers d'archives de procès d'après-guerre, de témoignages d'acteurs et de victimes recueillis durant un séjour d'étude à l'Université libre de Berlin, l'auteur évoque la situation particulière, longtemps ignorée de l'historiographie, des ménages mixtes et des »métis« issus de ces ménages sous le III<sup>e</sup> Reich. En 15 chapitres, il évoque successivement la théorie du pouvoir d'Hitler, la politique raciale du régime, la spécificité des familles mixtes et la difficulté de les isoler aussi radicalement que les juifs en raison de leur imbrication dans la population »aryenne« dont le soutien était, selon la théorie d'Hitler déjà énoncée dans *Mein Kampf*, fondamentale à l'instauration de son pouvoir politique. D'où l'instauration d'un statut distinguant entre »ménages mixtes privilégiés« lorsque le mari était »aryen« et »ménages non privilégiés« lorsque le mari est juif. La protection était également mieux assurée dans le cas de »métis« considérés comme descendants de la partie non juive de la famille. S'il est incontestable, comme le montrent des témoignages littéraires de conjoints concernés (Journal de Jochen Klepper, non juif, du romaniste Victor Klemperer, juif) qu'il fallait aux conjoints »aryens« du courage pour supporter les pressions et les humiliations de toute nature imposées par les autorités et l'entourage, il y eut aussi des abandons par divorces, surtout pour des raisons de statut professionnel, il est cependant excessif d'affirmer que seuls des »aryens« ayant des conjoints juifs protestèrent lors du pogrom de novembre 1938 (p. 142). De même qu'il paraît hasardeux d'attribuer à l'attitude ferme des conjoints »aryens« la décision des autorités nazies d'ajourner la déportation des conjoints juifs (p. 175). Celle-ci découlait, en effet, de la crainte des responsables de provoquer une démoralisation et des troubles au sein d'une population soumise aux rigueurs de la guerre.

Crainte qui avait déjà provoqué, en 1941, l'arrêt officiel de la mise à mort des malades mentaux non juifs après les protestations, notamment des Églises. Ce recul du pouvoir, note à juste titre l'auteur, pose dans ce cas, comme dans celui de la protestation publique de près d'un millier de Berlinoises non juives se relayant durant plusieurs jours devant le bâtiment de la *Rosenstraße* où sont détenus leurs conjoints juifs, aux cris de »rendez-nous nos maris!« la question des possibilités existant, même sous un tel régime, de s'opposer aux discriminations, à l'isolement progressif, puis à la déportation des juifs. La solidarité des non juifs n'a le plus souvent joué que lorsqu'existaient des liens familiaux. Grâce à l'action de ces Berlinoises 1700 conjoints juifs purent être sauvés de la déportation, tandis qu'Alois Brun-

ner et la garde personnelle d'Hitler procédaient à l'action finale de déportation des derniers juifs de Berlin dans une indifférence quasi générale.

Rita THALMANN, Paris

Christiane TICHY, *Deutsche evangelische Auslandsgemeinden in Frankreich 1918–1944*, Stuttgart (Kohlhammer) 1998, IX–275 S. (Konfession und Gesellschaft, 17).

Version revue et abrégée d'une thèse soutenue en 1996 à l'Université de Fribourg en Brisgau, cet ouvrage présente l'histoire des communautés protestantes (luthériennes) en France de 1919 à 1944. En particulier leur rôle de médiation dans les relations franco-allemandes, leur continuité et leurs ruptures. Après une introduction retraçant l'état actuel de la recherche et des sources disponibles et un survol de l'activité des églises protestantes allemandes à l'étranger depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, l'objet de la recherche est abordé en trois parties couvrant les périodes 1918–1933, 1933–1939 et 1940–1944. En fait, bien que Tichy parle d'un bon état des sources, elle a dû compenser les lacunes d'archives non consultables du Quai d'Orsay, l'absence d'archives de l'ambassade allemande pour 1927–1930, d'Archives de la rue Blanche (siège de la principale église allemande), pour 1939–1945, sans parler de celles perdues de la Sécurité du Reich et de la politique culturelle nazie, par d'autres sources qu'atteste sa bibliographie. Dont les PV de la Fédération protestante de France et du Consistoire luthérien pour l'ensemble de la période. Cette situation explique l'accent mis essentiellement sur le rôle des deux pasteurs luthériens allemands, Erich Dahlgrün et Hans Helmut Peters, qui ont assumé, le premier de 1926 à 1939, le second comme vicaire itinérant dans le Midi puis, comme chargé de mission spéciale, la succession de Dahlgrün. Si celui-ci s'inscrit encore, comme le souligne Tichy dans la tradition national-conservatrice du luthéranisme allemand, la thèse selon laquelle Peters et son supérieur Theodor Heckel auraient poursuivi cette ligne sous le nazisme (p. 18) paraît contestable. Car comme le souligne, entre autres, l'historien des Églises, Klaus Scholder, Heckel a rallié le camp des *Deutsche Christen*, ce qui lui aurait valu le titre d'évêque. Tichy reconnaît d'ailleurs (p. 19 n. 13) que le courant national conservateur des luthériens allemands s'est trouvé largement d'accord avec la politique du III<sup>e</sup> Reich. Y compris dans l'exclusion des juifs.

Si Peters coopère à partir de 1942, à la demande du Commandement militaire, avec les pasteurs français pour l'aide aux prisonniers – mais sans se poser de questions sur les déportations – ce qui lui vaudra cependant l'hommage du pasteur Boegner en août 1944 (p. 244) il n'en reste pas moins qu'il a collaboré étroitement avec l'ambassade Abetz et l'Institut allemand d'Epting où il avait un bureau et une secrétaire comme «expert» du protestantisme français.

En dépit de sa réintégration comme pasteur à son retour en Allemagne puis de sa nomination comme surintendant du diocèse de Celle et de son engagement, en 1955, dans le Conseil fraternel franco-allemand, les Églises protestantes de France n'ont pas souhaité son retour à Paris après guerre l'estimant trop marqué par le passé sous l'occupation.

Rita THALMANN, Paris